

Unis : l'accaparement des chemins de fer. Un syndicat des plus puissants s'accapare la plus grande partie du réseau des lignes de chemin de fer de ce dernier pays. Il est à supposer qu'avant deux ou trois semaines tous les chemins de fer des Etats-Unis appartiendront à MM. Rockefeller, Vanderbilt, Harriman, Hill, et à quelques autres personnes, dont les noms sont familiers à notre population. Ces messieurs possèdent maintenant au delà de \$2,000,000,000 du capital placé dans ces chemins de fer. Ce n'est pas tout : ils commandent aux banques ; ils sont propriétaires des terrains houillers, de la Compagnie Standard Oil, et pas plus tard que la semaine dernière, ils accaparaient toute la production de fer des Etats-Unis. Voici comme on a appris la chose ici : Hier soir, le Star, de Montréal publiait une nouvelle—

Quelques VOIX : Oh ! oh ! Où ?

M. MACLEAN : Le journal rapporte peut-être cette nouvelle comme lui ayant été fournie par un ami du gouvernement. Voici ce qui dit le Star :

Il ne serait pas très difficile au puissant syndicat financier que représente M. Hill d'acquiescer la majorité des actions ordinaires de notre grand chemin de fer Canadien du Pacifique.

Voici maintenant le fait sur lequel je veux appeler l'attention du peuple de ce pays comme celle de cette Chambre : Ces personnes qui possèdent les chemins de fer des Etats-Unis, songent à acquiescer par les mêmes moyens le Grand Tronc et le Pacifique. Je puis aller plus loin et dire que déjà, je crois, des entremetteurs cherchent à acquiescer les actions de ces deux compagnies de chemins de fer afin de permettre à MM. Morgan, Rockefeller et à leurs associés, de s'emparer du Grand Tronc et du Pacifique quand ils le jugeront opportun. Je demande au pays de considérer qu'il faut moins de \$50,000,000 placés sur le marché, pour avoir la haute main sur l'administration et l'exploitation du chemin de fer Canadien du Pacifique. Ce pays aurait-il dépensé des montants considérables dans la construction du Grand Tronc et du chemin de fer Canadien du Pacifique à seule fin de permettre aux capitalistes américains de s'assurer un jour ou l'autre la possession de ces voies ferrées ?

Que voit-on à l'heure qu'il est ? Ces chemins de fer canadiens pour lesquels notre pays a dépensé tant d'argent sous l'administration d'Anglais ou de Canadiens distingués, deviennent une menace pour le Canada. Le chemin de fer Canadien du Pacifique et le Grand Tronc ont annoncé leur intention de travailler au progrès des villes américaines et cela, s'il est nécessaire, au détriment des villes du Canada. Telle est la grave question maintenant soumise au peuple de ce pays. Hier, la Chambre s'est occupée de questions puériles, mais voici un fait précis, défini. Le Grand Tronc, aujourd'hui,

se fait l'antagoniste de la cité de Montréal, comme l'on voit le Pacifique travailler contre les intérêts de Saint-Jean, N.-B. Ces deux compagnies de chemins de fer ne se gênent pas pour dire à notre population qu'elles font fi des intérêts de notre pays et que, si cela leur rapporte quelque profit, elles dirigeront leur trafic vers les Etats-Unis. Si tel est le cas aujourd'hui, combien pire deviendra la situation si MM. Morgan, Rockefeller et leurs consorts s'emparent du marché et accaparent le Grand Tronc et le Pacifique ? Je ne tombe pas dans des généralités, mais je parle de ce qui peut se produire demain.

Mon honorable ami de Toronto-ouest (M. Osler) fait partie du bureau de direction du Pacifique ; avec M. Shaughnessy, il pourrait assister à une réunion de ce bureau, demain, et apprendre que ce chemin de fer a cessé d'être dirigé par des Canadiens pour devenir la propriété de ces capitalistes de New-York.

M. DAVIS : Comment empêcher cela ?

M. MACLEAN : Je vais vous le dire et je vais invoquer l'histoire pour prouver mon affirmation. A mon sens, le fait le plus significatif qui s'est produit depuis que je me trouve mêlé à la vie publique, c'est ce que fit Benjamin Disraeli à propos du canal de Suez—et cette question est assez récente. Disraeli s'était entendu avec les banquiers du gouvernement anglais pour obtenir de ces derniers l'argent dont il avait besoin. Tout cela avait été tenu secret et, un bon jour, le monde étonné apprenait que l'Angleterre possédait la plus grande partie des actions émises en rapport avec cette entreprise. C'était un placement des mieux assuré et qui eut, entre autres résultats, celui de faire de l'Egypte une des plus importantes et des plus prospères parties de l'empire. Je dis que si le parlement a souci du danger qui semble menacer notre pays, il va s'empresse de travailler, indépendamment de tout esprit de parti, à assurer au Canada le contrôle de ces deux grands chemins de fer.

Voici ce qui se pratique aujourd'hui : le Pacifique et le Grand Tronc travaillent contre les intérêts généraux de notre propre pays, faisant concurrence à nos ports, à nos canaux, à nos routes fluviales et jusqu'à notre ligne transatlantique rapide. La nationalisation de ces chemins de fer aurait pour effet de mettre tous les intérêts d'accord et d'aider d'une manière autrement efficace au développement des ressources de ce pays.

Certains députés de la droite ont l'air de vouloir ridiculiser cette opinion et, cependant, pas plus tard qu'hier, j'ai lu dans un journal d'Ottawa que le ministre des Travaux publics a l'intention de prolonger l'Intercolonial afin de fournir au peuple canadien un moyen de protection contre les taux exorbitants du Pacifique. Si la nationalisation du Pacifique est impossible, je